



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

Cinq axes pour la campagne des élections européennes de 2019

Contexte :

Les élections européennes se dérouleront le 26 mai 2019 dans une Europe sous tension.

La montée des populismes et des partis eurosceptiques (Italie, Pologne, Hongrie...) qui prétendent remettre en cause la construction européenne et l'idéal européen mais également nos valeurs fondamentales communes est perçue comme un risque menaçant la viabilité et la durabilité de l'Union européenne. Cette critique forte mais souvent démagogique doit conduire l'UE à se réformer et à se transformer en une véritable démocratie moderne.

Ce contexte européen, multipliant les critiques envers les institutions européennes, s'est construit à partir des accusations injustement adressées par les gouvernements des États membres aux institutions de l'UE alors que ce sont eux qui les empêchent de jouer leur rôle et de se développer. Il leur est facile de dénoncer l'inefficacité de l'Union Européenne à gérer les crises et son déficit démocratique structurel quand on ne vise qu'à perpétuer de prétendues souverainetés nationales. Ainsi, l'incapacité des États membres de l'Union européenne à résoudre solidairement les défis migratoires a accentué la défiance des citoyens vis-à-vis de cette Europe intergouvernementale. La récente crise institutionnelle liée à l'affaire Selmayr est un symbole des limites démocratiques actuelles de l'Union.

Ces élections s'inscrivent dans le contexte du Brexit. Symbolique du scepticisme et du populisme, cet événement provoque une instabilité institutionnelle, budgétaire et diplomatique importante. Ainsi, le départ du troisième plus gros contributeur au budget de l'Union européenne risque de provoquer une diminution d'un budget européen déjà très limité. Les négociations pour le cadre pluriannuel budgétaire concomitantes à cette période électorale seront décisives pour le futur de l'Union.

Le climat international est également instable. La nouvelle présidence des Etats-Unis a opéré un changement de ligne spectaculaire. La diplomatie américaine se replie sur elle-même et remet en cause le cadre multilatéral ordinaire. Les nouvelles orientations sur les questions de l'Iran et d'Israël favorisent l'instabilité d'une région déjà très marquée par les conflits et la violence (Syrie, Yémen...). Les relations internationales sont aussi très marquées par les luttes commerciales, de renseignements et de pouvoir avec de nombreuses puissances qui cherchent à réaffirmer leur puissance et leur influence. La Chine cherche à développer son influence diplomatique et économique. La Russie, à la recherche d'une gloire passée, utilise tous les moyens pour influencer élections et décisions politiques en occident.

Face à ce monde de plus en plus divisé, l'Europe doit s'affirmer comme une véritable puissance agissante pour la stabilité globale et la paix. Elle reste trop dépendante des politiques nationales, allemandes et françaises en premier lieu.

La France est redevenue depuis 2017 un moteur pour l'Europe par la présidence d'Emmanuel Macron. Sincère, volontariste et résolument pro-européen, il conserve une ligne intergouvernementale certes rénovée et assouplie, mais très centralisatrice et typiquement française. Il se heurte à la volonté des autres chefs de gouvernements et son projet des consultations citoyennes, aujourd'hui repris à son compte par la Commission européenne, peine à trouver sa juste dimension. Bridée par son cadre intergouvernemental, la stratégie d'Emmanuel Macron n'est aujourd'hui pas encore identifiable.

Le jeu politique français reste en reconstruction et donc peu lisible. Les partis traditionnels de gouvernement sont très affaiblis et leur avenir est incertain. Longtemps attendue, la recomposition commence aussi à se construire autour d'un clivage sur l'Europe. Sous la conduite de Laurent Wauquiez, la droite « républicaine » semble de plus en plus s'opposer à l'Union européenne, présentée comme symbole du mondialisme, face à la souveraineté française, ligne politique visant à rassembler la plus grande partie de la droite.

La gauche gouvernementale quasi inexistante, l'opposition de gauche dirigée par Jean Luc Mélenchon est elle aussi très anti-européenne. Mais, elle semble divisée entre antieuropéens souverainistes et alter-européens plus ouverts au fédéralisme.

L'extrême droite conserve son antieuropéanisme mais est de plus en plus floue sur ses objectifs vis-à-vis de l'Union et de l'Euro.

Ainsi, la prochaine législature du Parlement européen devra affronter de nombreux défis politiques (populismes, démocratie, régionalisme...), diplomatiques (nucléaire, Russie...), sécuritaires, migratoires mais aussi le changement climatique. Ces problématiques globales demanderont une action résolue des Européens pour agir efficacement tout en respectant nos valeurs communes et fondamentales.

Les objectifs de l'UEF :

- ❖ **Objectif primaire :** Sensibiliser le grand public aux enjeux européens des élections et promouvoir une élection et des programmes autour de ces enjeux.
- ❖ **Objectif secondaire :** Recommander le vote fédéraliste : diffuser les positions, propositions et valeurs fédéralistes.
- ❖ **Objectif tertiaire :** Mobilisation de nos adhérents et développement de l'association.

Nos cibles :

- ❖ **Cible prioritaire :** l'ensemble des citoyens : nous adresser aux électeurs pour les intéresser aux enjeux européens et transmettre les idées et valeurs fédéralistes.
- ❖ **Cible secondaire :** les partis politiques : les interroger sur leurs programmes européens, sur la convergence des vues au sein de leur groupe politique européen et sur leur stratégie d'alliances au cours de la campagne puis au Parlement européen et leur transmettre nos propositions.
- ❖ **Troisième cible :** nos partenaires et plus largement la société civile : développer nos idées et nos propositions dans leurs contenus. Rassembler les relais et leaders d'opinion en clivant les débats sur nos positions.
- ❖ **Quatrième cible :** l'exécutif français quant à sa vision de la suite et les conséquences des élections.

La communication envisagée :

Le message que nous adressons aux citoyens pour les sensibiliser aux enjeux européens de l'élection est constitué de propositions marquantes dans la campagne sous la forme de : « **10 exigences, pour une Europe efficace et qui nous rassemble** ».

Les 10 propositions sont construites à partir de 5 enjeux clés pour les élections. Au-delà, de la proposition en elle-même, l'objectif est de placer les débats de la campagne dans le cadre de nos thématiques. Les propositions seront concrètes et affinées en fonction du travail préparatoire avec les partis et l'orientation des programmes.

L'UEF est convaincue que la diffusion du message fédéraliste ne peut être efficace seulement dans le cadre d'une coopération renforcée avec ses partenaires.

Une campagne pour les élections européennes construite en 3 temps :

- ❖ Dimension européenne des enjeux, des partis et des programmes avec 10 propositions
- ❖ Dimension action de l'exécutif français : respect du principe de Spitzenkandidaten et montrer l'exemple en ne demandant pas la nomination d'un commissaire français
- ❖ Dimension citoyenneté et diversité : campagne au long cours de l'UEF pour fixer les termes du débat : fédéralisme et souveraineté.

Les 5 enjeux clés de l'élection

Il ne s'agit ici que des priorités stratégiques, d'autres thématiques, telles que les nouvelles technologies et l'environnement seront éventuellement développées.

1. De véritables élections européennes pour un espace démocratique

Ce que nous voulons : un débat public à l'échelle européenne, sur les enjeux européens

Pourquoi ? renforcer la légitimité et la démocratie

Comment faire ?

- *Des listes transnationales*
- *Des têtes de liste, candidates à la présidence de la commission européenne clairement identifiées*

Ce que ça implique :

- *Des députés élus sous l'égide des partis européens*
- *Les bulletins de vote accordent la même visibilité aux noms et logos des partis nationaux qu'à ceux des partis européens ;*
- *Les partis européens désignent leurs candidats au poste de président de la Commission*
- *Les résultats des élections dans chaque circonscription doivent afficher en priorité les partis européens.*

2. Un Parlement européen avec de vrais pouvoirs

Ce que nous voulons : Renforcer le pouvoir des représentants des citoyens européens

Pourquoi ? aboutir à une véritable démocratie parlementaire

Comment faire ?

- *Droit d'initiative législative directe du Parlement européen (PE)*
- *Extension de la procédure législative ordinaire en matière de politique migratoire et de défense*
- *Renforcement du contrôle parlementaire*

Ce que ça implique :

- *Les parlementaires européens peuvent déposer des propositions de loi*
- *Une séance de question / réponses avec les commissaires*

3. Consolider la gouvernance économique de l'Union

Ce que nous voulons : un budget fort pour l'Union, ou au minimum pour la zone euro

Pourquoi ? pour des politiques publiques efficaces et une résilience accrue

Comment faire ?

- *Une politique économique, fiscale et monétaire européenne et non intergouvernementale*
- *Créer des ressources propres*

Ce que ça implique :

- *Au sein du Parlement européen :*
 - *Créer une commission du Parlement européen dédiée à l'UEM*
 - *Alignement du Cadre Financier Pluriannuel (CFP) sur le mandat du Parlement*
- *Pour le budget européen :*
 - *Des prélèvements européens (tels que la taxe sur les transactions financières, un pourcentage de la TVA, ainsi qu'un impôt européen sur les sociétés).*
 - *Créer une contribution basée sur un taux de TVA ;*
 - *Etablir une Taxe européenne sur les transactions financières ;*
 - *Développer une fiscalité verte ;*
 - *Créer un impôt européen sur le revenu des sociétés, consistant en un taux européen minimum appliqué à l'assiette fiscale commune.*

- Permettre à l'UE d'émettre des titres de créance (Eurobonds)
- La possibilité de mutualiser (au moins partiellement) les dettes des Etats membres
- La définition du budget selon des priorités claires, qui mettent notamment en avant la transition écologique
- Un ministre européen de l'économie et des finances responsable de la mise en place de la politique économique, budgétaire et fiscale européenne

4. Assurer la sécurité des citoyens européens : créer une défense européenne efficace et économe

Ce que nous voulons : une politique de défense et de sécurité commune

Pourquoi ? améliorer la sécurité des européens pour faire face aux défis posés à l'Union

Comment faire ?

- Une politique de défense européenne au service d'une diplomatie commune
- Une politique de sécurité dans un cadre légal et judiciaire commun

Ce que ça implique :

- Au sein du Parlement européen :
 - Une commission du Parlement européen sur la défense
 - Consultation obligatoire du Parlement sur l'engagement de forces européennes
- Pour la politique de défense de l'UE :
 - Une formation et des entraînements communs
 - Mise en commun des moyens logistiques
 - Un Etat-major européen permanent
 - Un budget européen de la défense pour financer des projets communs et cohérents, ainsi que les opérations
- Ce que les parlementaires doivent s'engager à rechercher :
 - Un siège pour l'UE au Conseil de sécurité de l'ONU
 - Un ministre de la défense européenne
 - Une agence de sécurité et de renseignement européenne
 - Un parquet européen antiterroriste (code pénal européen) pilotant une agence européenne antiterroriste

5. Fonder une politique commune de migration et d'asile, respectueuse des valeurs fondamentales de l'UE

Ce que nous voulons : garantir les libertés fondamentales de tout individu et prendre en charge efficacement les flux migratoires

Pourquoi ? préserver les valeurs fondatrices de l'UE

Comment faire ?

- Une politique unique de l'asile, gérée par une agence européenne de l'asile
- Une politique de migration commune
- Supprimer le système de Dublin (conséquence du statut unique de demandeur d'asile et autres raisons à développer)

Ce que ça implique :

- Pour le Parlement européen :
 - Etendre la procédure législative ordinaire aux questions migratoires
- Statut unique du demandeur d'asile et du réfugié en Europe (droits et libertés)
- Une politique d'aide au développement ambitieuse dans les pays d'émigration
